

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2025

Pas à n'importe quelles conditions

*Discours de Damien Rey, président de la commission des jeunes agriculteurs
(seul le discours prononcé fait foi)*

En Suisse, la tradition des exploitations familiales remonte à bien longtemps. Cette agriculture aux petites structures proches de la nature et gérées par les familles paysannes a fait ses preuves sur notre territoire à la topographie exigeante. Cependant, ce modèle n'est hélas pas celui de l'avenir. Il y a 30 ans, la Suisse comptait encore deux fois plus d'exploitations agricoles qu'aujourd'hui. Des investissements dans la technique et l'automatisme ont permis jusqu'à présent d'empêcher que ce recul ne se traduise par une baisse de la production. Les exploitations restantes ont réussi à reprendre et à cultiver les terres devenues vacantes.

L'arrivée de machines relativement imposantes et de robots pour traire les vaches, épandre le fumier ou nourrir les animaux a certes permis d'augmenter l'efficacité, mais a aussi entraîné une hausse des coûts d'investissement. En qualité d'entrepreneur, il est de mon devoir de me demander si le jeu en vaut la chandelle. Nous jeunes agriculteurs, devons aborder la reprise d'une exploitation de manière stratégique en remettant en question les processus, en ajustant les structures et en fondant nos investissements sur le long terme. Pour ce faire, il nous faut des conditions cadres relativement stables, comme l'a expliqué Gabi Schürch avec l'exemple du lisier. Nous avons besoin de prix à la production qui couvrent non seulement les frais engagés, mais aussi les risques encourus. Et nous ne pouvons pas nous passer d'indemnités équitables et sûres sous forme de paiements directs pour les prestations d'intérêt général que nous fournissons. Devoir empêcher les coupes budgétaires année après année est invivable. Nous, jeunes professionnels, sommes aussi inquiets de la bureaucratie grandissante. Celle-ci freine définitivement toute innovation. J'espère que la confiance dans notre travail reviendra et que nous prendrons nos responsabilités au sérieux.

Le départ après l'apprentissage d'une relève professionnelle au bénéfice d'une formation solide m'inquiète aussi. Le manque de successeurs est la raison principale pour laquelle des exploitations jettent l'éponge. À l'heure actuelle, travailler dans la paysannerie demande beaucoup de passion pour la profession, comme le montre bien l'exploitation sur laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Il faut être prêt à travailler des heures pour recevoir des indemnités. À propos d'indemnités, plusieurs cantons ont introduit ou parlent d'introduire des salaires minimaux. Dans tous les cas, aucun de ces salaires n'est inférieur à 17 francs. Tant qu'une main-d'œuvre non formée gagnera davantage sur les chantiers que les agriculteurs professionnels, le manque de main-d'œuvre dans le secteur agricole ne me surprendra jamais.

En entendant les chiffres relatifs aux revenus tels que présentés, on est en droit de se demander pourquoi il y a encore des gens qui travaillent dans l'agriculture. À ce sujet, je n'ai qu'une chose à dire : rien ne fonctionne sans la joie de travailler. Si je réfléchis de manière rationnelle, la plupart de mes collègues devraient cesser leur activité pour prendre un emploi extra-agricole. Cependant, il reste aujourd'hui 48 000 familles paysannes qui s'efforcent par conviction de faire quelque chose de sensé et d'important, à savoir d'approvisionner la Suisse en aliments sains et durables.

La pression économique n'est pas sans conséquence, comme le montre l'évolution du nombre d'exploitations. Je suis cependant convaincu que l'agriculture familiale restera ce que désire la population suisse. De même, je ne doute pas que la Suisse ait besoin d'une agriculture non pas carte postale, mais en premier lieu qui produit de manière durable des aliments sains. Notre dépendance des importations est aujourd'hui déjà importante, tout comme le sont leurs effets sur notre empreinte écologique. De meilleures perspectives économiques et à nouveau davantage de responsabilité individuelle pour les exploitants entraînent donc non seulement davantage de sécurité d'approvisionnement et de durabilité sociale sur les exploitations, mais aussi un meilleur bilan environnemental de notre alimentation.